

F. 1999 — 4070

[99/29653]

**31 MAI 1999. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant le code de qualité de l'accueil**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la Convention internationale du 20 novembre 1989 relative aux droits de l'enfant;

Vu la recommandation du Conseil des Communautés européennes du 31 mars 1992 concernant la garde des enfants;

Vu la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie;

Vu le décret du 30 mars 1983 portant création de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, notamment l'article 5, tel que modifié par le décret du 8 février 1999;

Vu le décret du 14 juillet 1997 portant organisation de la promotion de la santé en Communauté française;

Vu le décret du 16 mars 1998 relatif à l'aide aux enfants victimes de maltraitances;

Vu l'avis du Bureau de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, donné le 26 février 1999, ratifié par le Conseil d'Administration de l'Office de la Naissance et de l'Enfance en sa séance du 17 mai 1999;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 11 février 1999;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 8 mars 1999;

Vu la délibération du Gouvernement, le 29 mars 1999, sur la demande d'avis dans le délai d'un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 3 mai 1999, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant que les besoins en matière de garde dépassent la seule nécessité de surveillance de l'enfant durant les périodes d'indisponibilité des personnes qui le confient et concernent particulièrement son développement physique, psychologique et social;

Considérant que la multiplicité et la diversité des services de garde existants reflètent l'étendue des besoins en la matière;

Considérant que cette multiplicité et cette diversité, qui constituent une richesse, doivent s'intégrer dans un cadre cohérent garantissant une continuité dans les pratiques de garde, cette continuité étant d'autant plus nécessaire qu'un grand nombre d'enfants peuvent être amenés à fréquenter successivement, parfois au cours d'une même journée, des services de garde différents de par leur contexte institutionnel, leur mode de fonctionnement, leur philosophie d'action ainsi que par le type d'activités proposées;

Considérant qu'il convient de renforcer cette cohérence par la détermination de principes fondamentaux constituant la base commune aux différentes pratiques en matière de garde d'enfants;

Considérant que ces principes fondamentaux se traduisent par des objectifs généraux;

Considérant qu'outre cette base commune, il est nécessaire de fixer des objectifs spécifiques en fonction du mode et du type de garde envisagé;

Sur proposition de la Ministre-Présidente ayant l'enfance dans ses attributions,

Arrête :

TITRE I<sup>er</sup>. — *Champ d'application*

**Article 1<sup>er</sup>.** En vertu de l'article 5 du décret du 30 mars 1983 portant création de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, modifié par le décret du 8 février 1999, tout qui, étranger au milieu familial de vie de l'enfant, organise la garde d'enfants de moins de 12 ans de manière régulière se conforme au présent code de qualité de l'accueil, sans préjudice des dispositions adoptées par le Gouvernement relatives à l'agrément et à l'octroi de subventions aux institutions et services en matière de naissance et d'enfance, de jeunesse et d'aide à la jeunesse.

Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par milieu d'accueil tout qui, étranger au milieu familial de vie de l'enfant, organise de manière régulière la garde d'enfants de moins de 12 ans.

TITRE II. — *Des objectifs généraux*

**Art. 2.** Le milieu d'accueil :

1° veille à l'égalité des chances pour tous les enfants dans l'accès aux activités proposées;

2° veille à concilier les notions de garde et d'accueil, en proposant un service qui réponde tant à la demande des personnes qui confient l'enfant qu'aux besoins de l'enfant.

**Art. 3.** Le milieu d'accueil évite toute forme de comportement discriminatoire basé sur le sexe, la race ou l'origine socioculturelle à l'encontre des enfants, des personnes qui les confient et des encadrants.

**Art. 4.** Le milieu d'accueil s'informe des attentes des personnes qui confient l'enfant et institue un mode de garde qui leur permet de confier l'enfant en toute sérénité et d'être pleinement disponibles tant psychologiquement que physiquement pour leurs occupations, que celles-ci soient d'ordre professionnel ou non.

**Art. 5.** Le milieu d'accueil permet aux enfants de s'exprimer personnellement et spontanément et favorise le développement de la confiance en soi et de l'autonomie.

**Art. 6.** Le milieu d'accueil veille à ce que les activités proposées contribuent au développement de la socialisation.

**Art. 7.** Le milieu d'accueil préserve et encourage le désir de découvrir de l'enfant en organisant des espaces de vie adaptés à ses besoins, en mettant à sa disposition du matériel et en lui donnant accès à des activités diversifiées propices à son développement cognitif, social, affectif et psychomoteur.

**Art. 8.** Le milieu d'accueil veille, dans la conception des activités proposées à l'enfant, à préserver la notion de temps libre, particulièrement lorsque la période de garde fait suite à des activités pédagogiques.

**Art. 9.** Le milieu d'accueil encourage le personnel occupé, quelle que soit la qualification de base de celui-ci, à suivre une formation continue relative au caractère professionnel de la fonction d'encadrement, aux connaissances en matière de développement de l'enfant et à la mesure de l'importance et de la valeur sociale et éducative du travail quotidien.

**Art. 10.** Le milieu d'accueil organise les groupes d'enfants de manière à offrir des conditions propices au bon déroulement des activités.

**Art. 11.** Le milieu d'accueil, dans une optique de promotion de la santé, veille à assurer une vie saine aux enfants.

#### TITRE III. — *Des objectifs spécifiques*

**Art. 12.** Le milieu d'accueil choisit un ou plusieurs objectifs spécifiques déterminés dans le présent titre. Ceux-ci, ainsi que leurs modalités de mise en œuvre, sont précisés dans le projet d'accueil conformément à l'article 19, § 3, 8).

**Art. 13.** Le milieu d'accueil prend les dispositions nécessaires pour que son accès ne soit pas limité par le montant de la participation financière éventuellement demandée aux personnes qui confient l'enfant.

**Art. 14.** Le milieu d'accueil veille à ce que le personnel occupé soit qualifié et aie les compétences nécessaires pour répondre aux besoins des enfants et aux spécificités du type de garde organisé.

**Art. 15.** Le milieu d'accueil favorise l'intégration harmonieuse d'enfants ayant des besoins spécifiques, dans le respect de leur différence.

**Art. 16.** Le milieu d'accueil établit une relation privilégiée avec les personnes qui confient l'enfant, dans le souci de développer et d'encourager la complémentarité entre les différents lieux de vie de l'enfant.

**Art. 17.** Le milieu d'accueil prend en compte, dans la conception des activités, les caractéristiques sociales, culturelles, économiques et naturelles de l'environnement de l'enfant gardé, particulièrement lorsque celles-ci sont défavorables.

**Art. 18.** Le milieu d'accueil favorise les relations avec les collectivités et associations locales.

#### TITRE IV. — *Mise en œuvre*

**Art. 19.** § 1<sup>er</sup>. Le milieu d'accueil établit un projet d'accueil et en délivre copie aux personnes qui confient l'enfant.

§ 2. Le projet d'accueil est élaboré en concertation avec les encadrants et fait l'objet d'une consultation où sont notamment invitées les personnes qui confient l'enfant.

§ 3. Le projet d'accueil comporte au moins les informations suivantes :

1° type(s) de garde organisé(s);

2° règlement d'ordre intérieur, lorsque celui-ci existe;

3° contexte institutionnel dans lequel s'insère l'organisation de la garde;

4° mode de fixation de la participation financière des personnes qui confient l'enfant;

5° taux d'encadrement pratiqué;

6° qualification du personnel;

7° description des choix méthodologiques ainsi que des actions concrètes mis en œuvre pour atteindre les objectifs généraux définis aux articles 2 à 11;

8° le(s) objectif(s), déterminé(s) au titre III, choisi(s) par le milieu d'accueil, ainsi que ses (leurs) modalités de mise en œuvre.

§ 4. Le projet d'accueil est mis à jour au moins tous les trois ans, suivant les mêmes modalités que celles déterminées au § 2.

§ 5. Le milieu d'accueil transmet à l'Office de la Naissance et de l'Enfance copie du projet d'accueil et de ses mises à jour.

**Art. 20.** Lorsqu'il n'est pas possible de répondre à une demande de garde formulée par écrit, le milieu d'accueil motive par écrit son refus aux personnes qui souhaitent confier l'enfant et les informe des services susceptibles de rencontrer leur demande.

Ces services sont ceux repris sur la liste visée à l'article 26.

#### TITRE V. — *Evaluation et attribution d'une attestation de qualité*

**Art. 21.** L'Office de la Naissance et de l'Enfance évalue le milieu d'accueil par référence au projet d'accueil de celui-ci et au présent code de qualité de l'accueil.

**Art. 22.** L'Office de la Naissance et de l'Enfance considère que le milieu d'accueil respecte le présent code de qualité de l'accueil si les actions concrètes et les modalités de mise en œuvre prévues dans le projet d'accueil sont effectivement réalisées et sont de nature à rencontrer les objectifs généraux définis aux articles 2 à 11 ainsi que l'(les) objectif(s) spécifique(s) choisi(s) déterminé(s) au titre III.

**Art. 23.** Le milieu d'accueil qui respecte le présent code de qualité de l'accueil reçoit une attestation de qualité s'il en fait la demande et se soumet à la surveillance de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, exercée conformément aux articles 21 et 22.

**Art. 24.** Lorsque l'Office de la Naissance et de l'Enfance estime devoir refuser ou retirer l'attestation de qualité, il en informe le milieu d'accueil par lettre recommandée motivée. Celle-ci stipule par ailleurs que le milieu d'accueil dispose d'un délai de 75 jours à dater de la réception de la lettre recommandée pour remédier aux éléments visés dans celle-ci et qu'à défaut de remédiation, l'Office de la Naissance et de l'Enfance entendra le représentant du milieu d'accueil, qui pourra se faire assister de toute personne ou de toute institution de son choix.

L'organe de gestion désigné à cette fin par l'Office de la Naissance et de l'Enfance peut accorder au milieu d'accueil tout délai supplémentaire qu'il juge utile pour lui permettre de respecter le code de qualité de l'accueil.

TITRE VI. — *Dispositions finales*

**Art. 25.** L'Office de la Naissance et de l'Enfance prend les dispositions nécessaires pour faire connaître le présent code de qualité de l'accueil.

**Art. 26.** L'Office de la Naissance et de l'Enfance diffuse annuellement la liste des milieux d'accueil disposant de l'attestation de qualité.

**Art. 27.** La Ministre-Présidente, qui a l'enfance dans ses attributions, est chargée de l'exécution du présent arrêté.

**Art. 28.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2000, à l'exception des articles 25 et 27, qui entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 1999.

Bruxelles, le 31 mai 1999.

Par le Gouvernement de la Communauté française :  
La Ministre-Présidente, chargée de l'enfance  
Mme L. ONKELINX,

VERTALING

N. 1999 — 4070

[99/29653]

**31 MEI 1999. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de voorschriften voor een degelijke opvang**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het Internationaal Verdrag van 20 november 1989 betreffende de rechten van de kinderen;

Gelet op de aanbeveling van de Raad van de Europese Gemeenschappen betreffende het onthaal van de kinderen;

Gelet op de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden;

Gelet op het decreet van 30 maart 1983 houdende oprichting van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », inzonderheid op artikel 5, zoals gewijzigd bij het decreet van 8 februari 1999;

Gelet op het decreet van 14 juli 1997 houdende organisatie van de gezondheidspromotie in de Franse Gemeenschap;

Gelet op het decreet van 16 maart 1998 betreffende de hulpverlening aan mishandelde kinderen;

Gelet op het advies van het Bureau van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », gegeven op 26 februari 1999, en goedgekeurd door de Raad van Bestuur van de « Office de la Naissance et de l'Enfance » tijdens zijn vergadering van 17 mei 1999;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 11 februari 1999;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 8 maart 1999;

Gelet op de beraadslaging van 29 maart 1999 van de Regering over het verzoek om advies dat de Raad van State binnen een maand moet uitbrengen;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 3 mei 1999, in toepassing van artikel 84, lid 1, 1<sup>o</sup> van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Overwegende dat de behoeften inzake onthaal verder reiken dan de enige noodzakelijkheid op het kind te letten tijdens de periodes waarin de personen die het kind toevertrouwen onbeschikbaar zijn en dat die behoeften inzonderheid zijn lichamelijke, psychologische en sociale ontwikkeling betreffen;

Overwegende dat de verscheidenheid van de huidige opvangdiensten de weerspiegeling is van de behoeften terzake;

Overwegende dat die verscheidenheid, die een weelde is, plaats moet vinden in een coherent kader, dat een onveranderlijkheid in de opvangpraktijken waarborgt, en dat die onveranderlijkheid des te meer noodzakelijk is gelet op het feit dat een groot aantal kinderen gedwongen, soms in de loop van eenzelfde dag, achtereenvolgend in opvangdiensten terechtkomen die verschillen van een dienst tot een andere omwille van hun institutionele context, hun werkingswijze, hun opvattingen inzake actie en omwille van het type aangeboden activiteiten;

Overwegende dat het past deze coherentie te verstevigen door het bepalen van fundamentele principes die de gemeenschappelijke basis vormen van de verschillende praktijken inzake kinderopvang;

Overwegende dat die fundamentele principes zich uiten in algemene doelstellingen;

Overwegende dat naast deze gemeenschappelijke basis, het nodig is specifieke doelstellingen te bepalen volgens de wijze en het overwogen soort opvang;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter, tot wier bevoegdheid het Kinderwelzijn behoort,

Besluit :

TITEL I. — *Toepassingsgebied*

**Artikel 1.** Krachtens artikel 5 van het decreet van 30 maart 1983 houdende oprichting van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », gewijzigd bij het decreet van 8 februari 1999 gedraagt iedere persoon die buiten het verband met het familiaal levensmilieu van het kind staat en die de opvang van kinderen van minder dan 12 jaar regelmatig organiseert, zich naar deze voorschriften voor een degelijke opvang, onverminderd de bepalingen goedgekeurd door de Regering betreffende de erkenning en de toekenning van toelagen aan de instellingen en diensten in verband met het kind, en het kinderwelzijn, de jeugd en de hulpverlening aan de jeugd.

Voor de toepassing van dit besluit moet verstaan worden onder opvangmilieu : iedereen die, buiten verband met het familiaal levensmilieu, de opvang van kinderen van minder dan 12 jaar regelmatig organiseert.

TITEL II. — *Algemene doelstellingen*

**Art. 2.** Het opvangmilieu :

- 1° vrijwaart de gelijkheid van kansen voor al de kinderen inzake toegang tot de aangeboden activiteiten;
- 2° zorgt er voor dat de begrippen opvang en onthaal dezelfde betekenis hebben, door een dienst aan te bieden die zowel aan het verzoek van de personen die het kind toevertrouwen als aan de behoeften van het kind beantwoordt.

**Art. 3.** Het opvangmilieu vermijdt elke vorm van discriminatiegedrag gebaseerd op het geslacht, het ras of de socioculturele herkomst t.o.v. de kinderen, de personen die ze toevertrouwen en deze die hen begeleiden.

**Art. 4.** Het opvangmilieu licht zich in over de verwachtingen van de personen die hem het kind toevertrouwen en scheidt een manier om kinderen op te vangen die deze personen toelaat het kind in alle sereniteit toe te vertrouwen en zich aldus volledig te wijden, zowel psychologisch als fysisch, aan hun bezigheden, of deze al dan niet beroepsactiviteiten zijn.

**Art. 5.** Het opvangmilieu geeft de kinderen de gelegenheid zich persoonlijk en spontaan uit te leven en bevordert de ontwikkeling van het zelfvertrouwen en de autonomie.

**Art. 6.** Het opvangmilieu zorgt er voor dat de aangeboden activiteiten bijdragen tot de ontwikkeling van de socialisatie.

**Art. 7.** Het opvangmilieu behoedt en bevordert de ontdekkingslust van het kind door levensruimten te scheppen die aan zijn behoeften beantwoorden, door materieel ter beschikking van het kind te stellen en door hem gediversifieerde activiteiten te laten beoefenen die geschikt zijn voor zijn cognitieve, sociale, gevoels- en psychomotorische ontwikkeling.

**Art. 8.** Het opvangmilieu zorgt er voor, bij het concipiëren van de activiteiten die aan het kind worden aangeboden, het begrip vrijetijdsbesteding tot uiting te laten komen, vooral wanneer de opvangperiode op de pedagogische activiteiten volgt.

**Art. 9.** Het opvangmilieu moedigt het tewerkgesteld personeel aan, ongeacht de basiskwalificatie van dit personeel, een voortgezette vorming te volgen inzake beroepsaard van de begeleidingsfunctie, kennis op het vlak van de ontwikkeling van het kind en bewustwording van het belang van het dagelijks werk en de sociale en educatieve waarde ervan.

**Art. 10.** Het opvangmilieu vormt de kindergroepen op die manier dat geschikte voorwaarden worden geschapen voor het goede verloop van de activiteiten.

**Art. 11.** Het opvangmilieu, in het perspectief van de gezondheidspromotie, zorgt er voor dat de kinderen in een gezond levensmilieu verblijven.

TITEL III. — *Specifieke doelstellingen*

**Art. 12.** Het opvangmilieu kiest een of meer specifieke doelstellingen bepaald in het kader van deze titel. Deze doelstellingen, alsook hun nadere regels van uitvoering worden in het opvangproject nader bepaald, overeenkomstig artikel 19, § 3, 8).

**Art. 13.** Het opvangmilieu neemt de nodige schikkingen om de toegang niet te belemmeren door het bedrag van de financiële participatie die eventueel gevraagd wordt aan de personen die het kind toevertrouwen.

**Art. 14.** Het opvangmilieu zorgt er voor dat het tewerkgesteld personeel geschoold is en dat het de nodige bekwaamheden bezit om te beantwoorden aan de behoeften van de kinderen en aan de specificiteiten van het soort georganiseerde opvang.

**Art. 15.** Het opvangmilieu bevordert de harmonieuze integratie van kinderen die specifieke behoeften hebben, met inachtneming van hun verschil.

**Art. 16.** Het opvangmilieu ontwikkelt met de personen die het kind toevertrouwen een bevoorrechte relatie om de complementariteit tussen de verschillende levensplaatsen van het kind uit te breiden en aan te vullen.

**Art. 17.** Het opvangmilieu houdt rekening, in het concipiëren van de activiteiten, met de sociale, culturele, economische en natuurlijke kenmerken van de omgeving van het opgevangen kind, vooral wanneer deze ongunstig zijn.

**Art. 18.** Het opvangmilieu bevordert de betrekkingen met de plaatselijke collectiviteiten en verenigingen.

TITEL IV. — *Uitvoering*

**Art. 19.** § 1. Het opvangmilieu stelt een opvangproject op en bezorgt er een afschrift van aan de personen die hem het kind toevertrouwen.

§ 2. Het opvangproject wordt opgemaakt in overleg met de mensen die instaan voor de begeleiding en er wordt overleg gepleegd over dit project waarop onder meer de personen die het kind toevertrouwen uitgenodigd worden.

§ 3. In het opvangproject vindt men ten minste de volgende informatie :

- 1° type(s) georganiseerde opvang(en);
- 2° huishoudelijk reglement, wanneer er een bestaat;
- 3° institutionele context waarin de organisatie van de opvang plaats vindt;
- 4° manier waarop de financiële bijdrage van de personen die het kind toevertrouwen wordt bepaald;
- 5° toegepast begeleidingscijfer;
- 6° kwalificatie van het personeel;

7° beschrijving van de methodologische keuzen alsook van de concrete acties ingezet om de algemene doelstellingen te verwezenlijken, die bepaald zijn bij de artikelen 2 tot 11;

8° de specifieke doelstelling(en), omschreven in titel III, weerhouden door het opvangmilieu, alsook zijn (hun) modaliteiten om die uit te voeren.

§ 4. Het opvangproject wordt ten minste om de drie jaar bijgewerkt, volgens dezelfde nadere regels als deze die in § 2 zijn bepaald.

§ 5. Het opvangmilieu bezorgt aan de « Office de la Naissance et de l'Enfance » een afschrift van het opvangproject en hun bijwerkingen.

**Art. 20.** Indien het niet mogelijk is gevolg te geven aan een schriftelijk geformuleerde aanvraag tot opvang, geeft het opvangmilieu schriftelijk de redenen van zijn weigering te kennen aan de personen die hun kind wensen toe te vertrouwen en geeft hen kennis van de diensten die hun aanvraag kunnen inwilligen. Deze diensten zijn deze die op de bij artikel 26 bedoelde lijst zijn vermeld.

#### TITEL V. — *Evaluatie en toekenning van een bekwaamheidsattest*

**Art. 21.** De « Office de la Naissance et de l'Enfance » evalueert het opvangmilieu door het te vergelijken met zijn opvangproject en met deze voorschriften voor een degelijke opvang.

**Art. 22.** De « Office de la Naissance et de l'Enfance » beschouwt dat het opvangmilieu deze voorschriften voor een degelijke opvang naleeft indien de concrete acties en de nadere regels inzake inwerkingstelling bepaald in het opvangproject effectief worden verwezenlijkt en aan de algemene doelstellingen kunnen beantwoorden bepaald bij de artikelen 2 tot 11 alsook de gekozen specifieke doelstelling(en), bepaald bij titel III.

**Art. 23.** Aan het opvangmilieu dat deze voorschriften voor een degelijke opvang naleeft wordt een kwaliteitsattest afgeleverd indien het milieu erom verzoekt en zich onderwerpt aan het toezicht van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », uitgeoefend overeenkomstig de artikelen 21 en 22.

**Art. 24.** Wanneer de « Office de la Naissance et de l'Enfance » oordeelt het kwaliteitsattest te moeten weigeren of intrekken verwittigt zij het opvangmilieu per gemotiveerde aangetekende brief. Daarin wordt overigens vermeld dat het opvangmilieu 75 dagen tijd heeft, te rekenen vanaf de ontvangst van de aangetekende brief, om de daarin vermelde tekortkomingen te verhelpen en dat bij gebrek aan verhelping de « Office de la Naissance et de l'Enfance » de vertegenwoordiger van het opvangmilieu zal horen, die zich mag laten bijstaan door iedere persoon of instelling van zijn keuze.

Het beheersorgaan te dien einde aangesteld door de « Office de la Naissance et de l'Enfance » kan aan het opvangmilieu elke bijkomende termijn toestaan die het orgaan nodig acht om het milieu de gelegenheid te geven zich te schikken naar de voorschriften voor een degelijke opvang.

#### TITEL VI. — *Slotbepalingen*

**Art. 25.** De « Office de la Naissance et de l'Enfance » neemt de nodige maatregelen om deze voorschriften voor een degelijke opvang te doen kennen.

**Art. 26.** De « Office de la Naissance et de l'Enfance » maakt jaarlijks de lijst bekend van de opvangmilieus die over een kwaliteitsattest beschikken.

**Art. 27.** De Minister-Voorzitter, tot wier bevoegdheid het kindermilieu behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

**Art. 28.** Dit besluit treedt in werking op 1 juli 2000, met uitzondering van de artikelen 25 en 27, die op 1 juni 1999 in werking treden.

Brussel, 31 mei 1999.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :  
De Minister-Voorzitter, belast met het Kinderwelzijn,  
Mevr. L. ONKELINX



F. 1999 — 4071

[99/29606]

#### 7 JUNI 1999. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les ressorts des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française pour l'année 1999-2000

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 1<sup>er</sup> avril 1960 relative aux centres psycho-médico-sociaux, notamment l'article 9, § 1<sup>er</sup>, telle qu'elle a été modifiée par l'arrêté n° 467 du 1<sup>er</sup> octobre 1986 relatif à la rationalisation, à la programmation et aux normes d'encadrement du personnel des centres psycho-médico-sociaux et fixant les conditions d'accès au Fonds des Bâtiments scolaires;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances du 12 avril 1999;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente chargée de l'Education;

Vu la délibération du Gouvernement du 7 juin 1999,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le ressort des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française est fixé pour la durée de l'année scolaire 1999-2000, conformément au tableau annexé au présent arrêté.